

# **MARCHES TRAVAUX**

## **DE REAMENAGEMENT DE LA CAFETERIA ARS FDF**

### **N°2025-ARS972-TRAVAUX CAFETERIA**

**Lot 1 : Réhabilitation de la cafétéria**  
**Lot 2 : Mobilier de la cafétéria**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

**Pouvoir Adjudicateur :**

**AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LA MARTINIQUE**

Centre d'affaires- Zac de l'Etang z'Abricot – Pointe des Grives | CS 80656

97263 Fort de France cedex | Standard : 0596 39 42 43 Fax : 0596 39 44 08

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Marché à procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1  
et suivants du Code de la Commande Publique.

**Le présent CCAP comporte 20 pages.**

## SOMMAIRE

1	PRESENTATION DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LA MARTINIQUE (ARS)	3
2	OBJET-DISPOSITIONS GENERALES	3
2.1	Allotissement	4
2.2	Technique particulière d'achat	4
2.3	Nomenclatures CPV	4
3	DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION	5
3.1	Durée du marché pour les deux lots	5
3.2	Délai d'exécution du lot 1	5
3.3	Délai d'exécution du lot 2	5
4	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
5	RESPONSABILITE, DEVOIR DE CONSEIL ET RESPECT DES CLAUSES CONTRACTUELLES PAR LE TITULAIRE	6
6	CONFIDENTIALITE-PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	6
6.1	Obligation de confidentialité	6
6.2	Protection des données à caractère personnel	7
7	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	7
8	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA SECURITE ET DE LA SANTE	7
9	RESPECT DES PRINCIPES DE LAÏCITE ET DE NEUTRALITE	8
10	PERSONNELS AFFECTES A L'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
10.1	Généralités	9
10.2	Accès aux installations – Identification	10
11	CLAUDE D'INSERTION SOCIALE	10
12	CLAUDE ENVIRONNEMENTALE	10
13	PRESTATIONS SIMILAIRES	10
14	AVANCE	11
15	RETENUE DE GARANTIE	11
16	PRIX – VARIATION DES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES	11
16.1	CONTENU DES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES	11
16.2	Règlement des prestations	12
17	MODALITES D'EXECUTION - PENALITES	15
17.1	REUNION DE DEMARRAGE DU MARCHE	15
17.2	INTERVENANTS	15
17.3	LIVRABLES	15
17.4	PENALITES	16
18	CLAUSES DE REEXAMEN	16
18.1	VARIATION DES PRIX – REVISION	17
18.2	CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE, CHANGEMENT D'ADRESSE ET DE COORDONNEES BANCAIRES	17
18.3	EVOLUTION TECHNIQUE OU TECHNOLOGIQUE	17
19	DOCUMENTS ADMINISTRATIFS A REMETTRE EN COURS D'EXECUTION	18
20	RECEPTION DES TRAVAUX	18
21	RESILIATION - EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	18
21.1	Résiliation pour faute	18
21.2	Résiliation pour motif d'intérêt général	18
22	REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES	18
23	ASSURANCES	19
24	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	20

# 1 PRESENTATION DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LA MARTINIQUE (ARS)

Établissement public administratif de l'État et placé sous la tutelle du Ministère des Solidarités et de la Santé, l'Agence Régionale de Santé de la Martinique a été créé le 01/04/2010. Elle est composée de près de 160 agents.

Les ARS ont comme principaux objectifs d'améliorer la santé de la population et d'accroître l'efficacité de notre système de santé.

L'Agence régionale de santé Martinique a pour mission de mettre en place la politique de santé dans la région. Elle est compétente sur le champ de la santé dans sa globalité, de la prévention aux soins, à l'accompagnement médico-social. Son organisation s'appuie sur un projet régional de santé élaboré en concertation avec l'ensemble des partenaires (professionnels de santé, usagers, associations) dans un souci d'efficacité et de transparence.

## 2 OBJET-DISPOSITIONS GENERALES

La présente consultation concerne LES TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA CAFETERIA REHABILITATION DE LA CAFETERIA. Il s'agit d'une opération mixte de travaux comportant l'achat de fournitures article L 1111-5 du Code de la commande publique.

Conformément à l'art. R2121-5 du Code de la Commande Publique : « Pour les marchés de travaux, la valeur estimée du besoin est déterminée, quels que soient le nombre d'opérateurs économiques auquel il est fait appel et le nombre de marchés à passer, en prenant en compte la valeur totale des travaux se rapportant à une opération ainsi que la valeur totale estimée des fournitures et des services mis à la disposition du titulaire par l'acheteur lorsqu'ils sont nécessaires à l'exécution des travaux.

Il y a opération de travaux lorsque l'acheteur prend la décision de mettre en œuvre, dans une période de temps et un périmètre limité, un ensemble de travaux caractérisé par son unité fonctionnelle, technique ou économique. »

La valeur totale de l'opération « Réhabilitation du restaurant de l'ARS » répond à un besoin ponctuel d'un montant total > 100 000€ HT (seuil fixé au décret n° 2024-1217 du 28 décembre 2024 relatif au seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence préalables pour les marchés de travaux) mais inférieur au seuil des procédures formalisées pour les marchés de travaux.

### Lieu d'exécution du marché :

Le lieu d'exécution est le siège de l'ARS, Centre d'affaires- Zac de l'Etang z'Abriocot – Pointe des Grives | CS 80656, 97263 Fort de France cedex .

## Procédure d'achat :

Le présent marché est régi par le Code de la Commande Publique du 1<sup>er</sup> Avril 2019.

La procédure de passation est la procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Ce marché est mono attributaire.

## **2.1 Allotissement**

Cette consultation est allotie comme suit :

- Lot 1 : Réhabilitation de la cafétéria
- Lot 2 : Mobilier de la cafétéria

Les opérateurs économiques peuvent soumissionner à un lot ou à la totalité des lots.

Les deux lots peuvent être attribués au même soumissionnaire, en application des critères d'attribution mentionnés au règlement de consultation.

## **2.2 Technique particulière d'achat**

Sans objet

## **2.3 Nomenclatures CPV**

### Lot 1

Nomenclature communautaire	
Code CPV	Description
45310000-3	Travaux d'équipement électrique
45331210-1	Travaux d'installation de ventilation
45421000-4	Travaux de menuiserie
45421141-4	Travaux de cloisonnement
45432100-5	Travaux de pose de revêtements de sols
45330000-9	Travaux de plomberie
45442100-8	Travaux de peinture
45451000-3	Travaux de décoration
39141000-2	Mobilier et agencement de cuisine

### Lot 2

Nomenclature communautaire	
Code CPV	Description
39143200-8	Mobilier de salle à manger

### **3 DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION**

#### ***3.1 Durée du marché pour les deux lots***

Ce marché débute à compter de la date de notification de l'ordre de service pour les lots 1 et 2 jusqu'à l'expiration du dernier délai de garantie de parfait achèvement d'un an et de la garantie de bon fonctionnement de 2 ans après la date de réception des travaux.

#### ***3.2 Délai d'exécution du lot 1***

Ce délai d'exécution comprend la période de préparation, la réalisation des travaux, le repliement des installations de chantier ainsi que la remise en état des lieux. Il est précisé par le titulaire.

Les travaux débuteront par notification d'un ordre de service précisant la date de démarrage de la période de préparation.

La durée des travaux est de 15 semaines maximum à compter de la date de démarrage de la période de préparation. Le soumissionnaire pourra proposer un délai moindre qui sera évalué conformément aux critères d'attribution du lot 1.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG Travaux, la période de préparation est fixée à 30 jours maximum à compter de la date de notification de l'ordre de service. Cette période de préparation consiste à signaler le chantier, lancer les commandes, démolir les ouvrages existants ...

Dès notification des marchés, le calendrier détaillé d'exécution sera établi et remis à l'ARS.

#### ***3.3 Délai d'exécution du lot 2***

Ce délai d'exécution comprend le délai de livraison et le délai d'installation du mobilier dans les locaux de l'ARS.

Le lot 2 débutera par notification d'un ordre de service.

Le délai de livraison ne devra pas excéder 120 jours à compter de l'émission de l'ordre de service. Le délai d'installation ne devra pas excéder 3 jours ouvrés à compter de la date de livraison du mobilier en fonction sous réserve que les travaux de la cafétéria soient finalisés (ou réceptionnés). Le soumissionnaire pourra proposer des délais moindres qui seront évalués conformément aux critères d'attribution du lot 2.

### **4 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Pour chacun des lots, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières,

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes dont l'exemplaire original conservé par l'ARS Martinique fait seul foi,
- Le programme ou le calendrier détaillé d'exécution des travaux comportant les dates de début et de fin de travaux
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes dont l'exemplaire original conservé par l'ARS Martinique fait seul foi,
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de travaux conformément à l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (téléchargeable sur Legifrance). Ce document réputé public n'est pas joint au marché.
- L'offre technique du titulaire
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire

## **5 RESPONSABILITE, DEVOIR DE CONSEIL ET RESPECT DES CLAUSES CONTRACTUELLES PAR LE TITULAIRE**

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat, il devra ainsi mobiliser tous ses moyens organisationnels, humains et matériels pour une parfaite exécution des prestations objet du marché.

Le titulaire a une obligation générale de conseil, d'information et de recommandation.

Il doit notamment attirer l'attention de l'ARS Martinique sur toutes nouvelles obligations législatives ou réglementaires dans les domaines objet du marché.

Les stipulations des clauses contractuelles du marché expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui pourraient figurer sur tout autre document adressé par le candidat lors de sa réponse à la consultation.

De même, le titulaire ne peut faire valoir, en cours d'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique, sans l'accord express de l'ARS Martinique.

## **6 CONFIDENTIALITE-PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

### ***6.1 Obligation de confidentialité***

Le titulaire et le maître d'ouvrage qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments

de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics. A défaut des pénalités s'appliquent.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

## ***6.2 Protection des données à caractère personnel***

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée. En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le maître d'ouvrage afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le maître d'ouvrage.

## **7 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL**

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois, règlements et conventions collectives, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

## **8 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA SECURITE ET DE LA SANTE**

Le titulaire veille à ce que les travaux qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

## 9 RESPECT DES PRINCIPES DE LAÏCITE ET DE NEUTRALITE

Conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Le titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées suivantes : [Nom et coordonnées du service référent de l'acheteur ou de l'autorité concédante]

Il informe sans délai l'acheteur ou l'autorité concédante des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'acheteur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à



l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance ou de sous-concession concernés.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur ou l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, l'acheteur ou l'autorité concédante se réserve la faculté :

- soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- soit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de 20 euros par jour, puis, en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

## **10 PERSONNELS AFFECTES A L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### ***10.1 Généralités***

Le titulaire assume l'entière responsabilité du nombre et de la désignation des personnels affectés à l'exécution des marchés.

Il garantit que ceux-ci disposent des connaissances et compétences nécessaires requises et s'engage sur leur implication dans la mise en œuvre des prestations.

Le titulaire se conforme strictement à la législation et à la réglementation du travail qui lui sont applicables.

Le personnel affecté à l'exécution des prestations objet des présents marchés demeure sous la responsabilité exclusive du titulaire pendant toute la durée d'exécution des marchés.

En cas de dysfonctionnement, Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de demander, à tout moment pendant l'exécution du marché concerné, le remplacement de l'un des personnels affectés à l'exécution des travaux par courrier recommandé avec accusé de réception et dûment motivé par des raisons professionnelles. Le titulaire s'engage, dans un délai maximum de dix jours calendaires à compter de la date de réception de la demande, à lui proposer un remplaçant d'expérience et de compétences au moins équivalentes.

Le titulaire prend toute mesure pour que ces éventuels remplacements et affectations de nouveaux personnels à l'exécution des travaux ne perturbent en rien le calendrier et la qualité des prestations fournies. Les coûts induits sont intégralement supportés par le titulaire, qui fait également son affaire des éventuels litiges de toute nature avec son personnel qui trouveraient leur origine dans une demande de remplacement ou un refus du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des travaux ainsi que des vols qui peuvent être commis par ses agents.

La fourniture et l'entretien des véhicules et matériels nécessaires à la réalisation des prestations sont à la charge du titulaire.

## **10.2 Accès aux installations – Identification**

Le titulaire se rend sur les chantiers toutes les fois qu'il en est requis lors de l'exécution de ses travaux. Lorsque le titulaire a achevé ses travaux, il est convoqué uniquement lorsque sa présence est nécessaire pour la bonne exécution de l'ouvrage. Il est accompagné, à la demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage, de ses sous-traitants. En cas de groupement d'opérateurs économiques, cette obligation s'applique à tous ses membres.

Les personnels du titulaire ont accès aux locaux désignés par le pouvoir adjudicateur. Le personnel du titulaire est soumis au règlement intérieur du pouvoir adjudicateur et il doit se conformer aux règles d'hygiène et de sécurité.

Il est notamment interdit au personnel du titulaire sur les lieux de travail :

- D'amener des enfants, des personnes étrangères à l'entreprise ou des animaux,
- D'utiliser le téléphone et les équipements bureautiques des lieux de travail à des fins personnelles,
- De détenir et consommer des boissons alcoolisées,
- De provoquer du désordre d'une façon quelconque,
- De manquer de respect aux occupants et aux visiteurs.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'interdire l'accès des locaux et de demander au titulaire de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour le remplacement des agents affectés sur le site et jugés indésirables ou ne donnant pas satisfaction.

## **11 CLAUSE D'INSERTION SOCIALE**

Sans objet

## **12 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Dans le cadre des objectifs de développement durable prescrits par l'article L.2111-1 du Code de la Commande Publique, l'acheteur a évalué le titulaire sur la base d'un critère relevant des performances en matière de protection de l'environnement (article R2152-7 du Code de la Commande Publique).

Dans l'hypothèse où il ne respecterait pas ses engagements, le titulaire s'expose à l'application d'une pénalité définie à l'article 17. 3 du présent document.

## **13 PRESTATIONS SIMILAIRES**

En application de l'article R.2122-7 du CCP, un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence pourra être passé avec le titulaire pour des prestations similaires, si cela s'avère nécessaire. Ce nouveau marché sera alors négocié directement avec le titulaire qui proposera une offre technique et financière correspondante.

Lorsqu'un tel marché est passé par un pouvoir adjudicateur, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

## **14 AVANCE**

Les avances sont prévues conformément à l'article 10 du CCAG TRAVAUX (option A). Elle est fixée à 20%.

## **15 RETENUE DE GARANTIE**

Une retenue de garantie de 5 % sera appliquée sur le lot 1.

## **16 PRIX – VARIATION DES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES**

### ***16.1 CONTENU DES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES***

Les dispositions du CCAG Travaux s'appliquent.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice. Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché hors taxe sur la valeur ajoutée. A l'exception des seules sujétions mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux et prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux et prestations, que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Les prix de référence du marché sont les prix forfaitaires Hors Taxes (HT) qui figurent dans les pièces financières du marché. Ils sont exprimés en euros.

La date d'établissement du prix initial correspond à la date de remise de l'offre par le titulaire.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage. En cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les

coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire.

Le présent marché est traité à prix fermes forfaitaires pour toute la durée du marché. Le prix est actualisable (une seule fois) si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date d'exécution des travaux (période de préparation incluse). L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des travaux.

$$Pa = Po \times [IPEA \text{ m-3} / IPEA \text{ o}]$$

Avec :

Pa : Prix actualisé

Po : Prix initial du contrat

IPEA o : Valeur de l'index de référence au mois d'établissement des prix (janvier 2023)

IPEA m-3: Valeur de l'index de référence trois mois avant la date de début d'exécution des travaux (valeur de mars 2023)

Indice des prix de l'entretien-amélioration des bâtiments - Tous bâtiments - IPEA (CPF 43 hors 43.1) - Base 2021 -Identifiant 011779960

Les Indices de Prix de l'Entretien-Amélioration des Bâtiments (IPEA) sont calculés trimestriellement à partir de l'observation des prix pratiqués par un échantillon d'entreprises et d'artisans auprès du client final, pour des travaux effectués dans des bâtiments existants en France et comportant obligatoirement la pose et la fourniture des matériaux.

Ce prix est présenté sous la forme d'un tableau de décomposition du prix global forfaitaire (voir pièce financière en annexe).

## ***16.2 Règlement des prestations***

L'unité monétaire est l'EURO.

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet sa demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre, sous la forme d'un projet de décompte. A partir du décompte mensuel, le maître d'œuvre détermine le montant de l'acompte mensuel à régler au titulaire. Il propose au maître d'ouvrage de régler les sommes qu'il admet.

Après achèvement des travaux, le titulaire établit le projet de décompte final.

Le cas échéant, le sous-traitant remet son décompte mensuel validé préalablement par le titulaire.

Le délai global de paiement de 30 jours, fixé à l'article R.2192-10 du Code de la Commande Publique, s'entend à dater de la réception de la facture par l'acheteur attesté par le portail Internet Chorus pro.

Le titulaire transmettra tous les mois ses factures en fonction des prestations réalisées.

La remise des factures devra obligatoirement être réalisée par transmission électronique via Chorus pro : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/> conformément à la loi n°2014-1 du 2 janvier 2014 et du Code de la Commande Publique.

Les modalités de transmission des demandes de paiements dématérialisées sont indiquées sur le site.

Pour information, le code SIRET de l'ARS Martinique est le : 130 007 883 00015.

Les factures sous forme électronique afférentes au marché devront obligatoirement comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

« 1° La date d'émission de la facture ;

« 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

« 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

« 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande et/ou ordre de service, le numéro du bon de commande et/ou ordre de service, ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

« 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement (ou à défaut de son intitulé) ;

« 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

« 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés

« 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

« 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

« 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

« 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

« 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

« Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur tels que figurant sur le marché passé avec la personne publique et du destinataire de la facture, attribués à

chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

« Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au présent code, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

Pour les sociétés immatriculées à l'étranger, le numéro de TVA intracommunautaire est obligatoire.

Le retard de paiement :

- fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat (articles L. 2192-13 et R. 2192-32 du code de la commande publique) ;
- donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros (articles L. 2192-13 et D. 2192-35 du code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage (article R. 2192-31 du code de la commande publique).

### Dispositions en cas d'opérateurs économiques étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix libellé en euros reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du Code de la Commande Publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... Du ..... ayant pour objet .....

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros.

Leurs prix resteront inchangés en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

## **17 MODALITES D'EXECUTION - PENALITES**

Les modalités, lieux, périodes et contraintes d'exécution des prestations sont décrits au CCTP. Travaux en site occupé. Horaires administratifs : exigence copro.

### ***17.1 REUNION DE DEMARRAGE DU MARCHE***

Suite à la notification du marché et dans un délai maximum de 15 jours ouvrés, le titulaire sera convié par l'ARS Martinique et à son siège social, à une réunion de démarrage dudit marché, en présence des responsables de la Direction Métier et du Département Achats Ordonnancement et Supervision Budgétaire.

Lors de cette réunion, après présentation des interlocuteurs, il sera notamment procédé à une relecture commune et à des échanges sur les dispositions du cahier des charges.

### ***17.2 INTERVENANTS***

L'AMO est COPILOTES Jean-Marc SALPETRIER.

Le MOE est Eduardo CHIATELLO Architecte (Mandataire) / Flux Energie (SARL 4E. CARAÏBES)

### ***17.3 LIVRABLES***

Le titulaire transmet dans les 5 jours ouvrés après l'achèvement de la période de préparation, les bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier ainsi que les attestations de recyclage le cas échéant. Il fait de même après l'achèvement de réalisation des travaux. Les pénalités sont fixées à l'article 17.4 du présent document.

En outre, le titulaire remet au maître d'œuvre, lorsqu'il demande la réception des travaux conformément à l'article 41.1 du CCAG Travaux, l'ensemble des dossiers des ouvrages exécutés comprenant notamment : les plans d'exécution conformes à la réalisation, les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre, les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) préalablement validés par le maître d'œuvre.

## **17.4 PENALITES**

Par dérogation à l'article 19 du CCAG Travaux :

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 250 euros pour l'ensemble du marché.

Le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché. En cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux, qu'il s'agisse de l'ensemble du marché ou d'un bon de commande pour lequel un délai d'exécution partiel ou une date limite a été fixé, il est appliqué une pénalité journalière de 1/600 du montant hors taxes de l'ensemble du marché ou du bon de commande.

Les sommes dues par le titulaire en cas d'application des pénalités seront recouvrées par l'agent comptable de l'ARS Martinique en charge du marché concerné. En effet, l'application des sanctions en cas de manquement du titulaire aux obligations contractuelles incombe au pouvoir adjudicateur. Le montant de la pénalité doit être payé par le titulaire dans un délai maximal d'un mois après réception du titre de paiement de l'ARS Martinique. En cas de groupement, les pénalités sont appliquées au mandataire du marché. Celui-ci peut recouvrer les sommes dues auprès de ses cotraitants à l'origine de la pénalité.

### Pénalité relative à la clause environnementale

En cas de retard dans l'attestation (a minima) de traitement des déchets dans les filières de recyclage(cf. article 0.1.1.3 du CCTP) une pénalité de 50 € par jour de retard sera appliquée.

### Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **18 CLAUSES DE REEXAMEN**

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique, les marchés peuvent être modifiés sans nouvelle procédure de passation de marché.

Ces modifications, quelle que soit leur valeur monétaire, sont prévues dans le présent CCAP sous la forme de la présente clause de réexamen. Cette clause indique le champ d'application et la nature des éventuelles modifications ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage. Elle ne permet pas de modifications qui changeraient la nature globale du marché considéré.



La validation de la mise en jeu des clauses de réexamen fera l'objet d'un arbitrage préalable du Département Achats Ordonnancement et Supervision Budgétaire de l'ARS Martinique.

### ***18.1 VARIATION DES PRIX – REVISION***

Sans objet

### ***18.2 CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE, CHANGEMENT D'ADRESSE ET DE COORDONNEES BANCAIRES***

En cas de changement de dénomination sociale ou changement d'adresse ou changement d'adresse électronique en cours d'exécution du marché, l'entreprise est tenue de communiquer à l'acheteur une attestation expliquant ce changement et tout justificatif le cas échéant.

En cas de changement des coordonnées bancaires, intervenant en cours d'exécution du marché, l'entreprise est tenue d'en informer l'acheteur et de lui communiquer un nouveau RIB. Ce nouveau RIB annule et remplace le précédent RIB et devient contractuel.

En cas de changement d'adresse électronique contractuelle (article B1.C Acte d'attribution), intervenant en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'en informer l'Acheteur et la direction opérationnelle et de lui communiquer la nouvelle adresse mail. Cette nouvelle adresse annule et remplace la précédente et devient contractuelle.

### ***18.3 EVOLUTION TECHNIQUE OU TECHNOLOGIQUE***

En cas d'évolution technologique ou de changement de technique, le titulaire a la possibilité, après accord du pouvoir adjudicateur, de modifier ou remplacer les prestations faisant l'objet du marché par des prestations jugées plus performantes ou plus adaptées aux besoins, sans supplément de prix. Dans ce cas, le titulaire est tenu de produire un certificat indiquant :

- D'une part, que cette nouvelle technologie ou technique se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique, de changement de technique
- D'autre part, que le prix fixé au marché pour l'ancienne technologie ou technique est maintenu pour la nouvelle.

Le pouvoir adjudicateur pourra seul décider de passer un avenant au dit marché ou un ordre de service simple afin de prendre en compte l'évolution technique ou technologique.

## **19 DOCUMENTS ADMINISTRATIFS A REMETTRE EN COURS D'EXECUTION**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

## **20 RECEPTION DES TRAVAUX**

Les dispositions de l'article 14 du CCAG Travaux s'appliquent.

## **21 RESILIATION - EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

### ***21.1 Résiliation pour faute***

En cas de non-respect des clauses contractuelles, il sera fait application des stipulations de l'article 50.3 du CCAG Travaux

### ***21.2 Résiliation pour motif d'intérêt général***

Lorsque le maître d'ouvrage résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage de 5 %

## **22 REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES**

Le maître d'ouvrage et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

#### Mémoire en réclamation :

Tout différend entre le titulaire et le maître d'œuvre ou entre le titulaire et le maître d'ouvrage doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant les motifs du différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification. Ce mémoire est notifié au maître d'ouvrage et adressé en copie au maître d'œuvre.

#### Recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable

Lorsque le maître d'ouvrage et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend, ils privilégient le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, ou à l'arbitrage, dans les hypothèses et les conditions prévues par le code de la commande publique.

#### Procédure contentieuse :

Si le titulaire saisit le tribunal administratif compétent ( Tribunal Administratif de Fort-de-France), il ne peut porter devant cette juridiction que les chefs et motifs énoncés dans les mémoires en réclamation. Pour les réclamations auxquelles a donné lieu le décompte général du marché, le titulaire dispose d'un délai de six mois, à compter de la notification de la décision prise par le maître d'ouvrage ou de la décision implicite de rejet, pour porter ses réclamations devant le tribunal administratif compétent.

Passé ce délai, il est considéré comme ayant accepté cette décision et toute réclamation est irrecevable. Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de l'article L. 331-1 du code de la propriété intellectuelle sont de la compétence exclusive du juge judiciaire.

## **23 ASSURANCES**

Le titulaire de chacun des lots doit produire avant la notification de l'accord-cadre concerné une attestation d'assurance couvrant les risques liés à l'exécution des prestations.

Le titulaire du lot 1 doit, en particulier, contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'ARS Martinique et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage formellement à avertir le pouvoir adjudicateur de tout changement d'assureur en cours d'exécution des prestations, pour quelque motif que ce soit, et à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation conformément aux modalités décrites ci-dessus.

Par dérogation à l'article 8 du CCAG travaux, le titulaire doit justifier avant la notification du marché qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Ces dispositions s'imposent aux cotraitants s'il y a groupement.

L'absence de couverture en assurance entraînera la résiliation du marché pour faute du titulaire.

## 24 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Travaux (CCAG travaux) :

L'article ... du CCAP déroge	A l'article ... du CCAG Travaux
3.2 (durée de la période de préparation)	28
17.4 (pénalités)	16.2
23 (attestation d'assurance à produire avant la notification)	8